doit n'existait plus, les carreaux de la porte avaient été brisés. Sous le dégagement de l'air, la surface d'une porte avait été emportée. La toiture du hangar formant la cave, était percée de part en part. Une pièce de fonte, un raccord de tuyaux du générateurs, pesant 50 kilos environ, s'était abattue sur la charpente qu'elle avait brisée pour aller se loger dans le fond de la cave.

Les deux cubots du générateur ont été retrouvés dans un terrain vague, dont ils avaient brisé la palissade. S'ils étaient tombés dans une maison, on aurait eu sans doute à déplorer d'autres victimes.

La circulation interrompue

Au moment de l'explosion, le courant électrique des lignes Mongy et de Roubaix-Tourcoing se trouva interrompu.

Un tramway Mongy venait de franchir l'aiguille de la place Thiers. Une minute de plus et il serait passé en face des générateurs au moment de l'explosion et il aurait été anéanti.

La circulation fut complètement interrompue, dès lors, pour le tramway. La rue était impraticable et jonchée de débris. Un service par transbordement fut établi.

Un court-circuit se produisit auprès d'un des pylones du trolley, et le courant se répandit dans le sol. La police dut refouler les curieux pur éviter de graves accidents.

Les tramways de la ligne E furent aussi quelque temps arrêtés. Mais la circulation se rétablit promptement sur cette ligne.

LA LISTE DES VICTIMES

Voici la liste complète des victimes.

Les morts sont :

Emile Tonnel, 25 ans, brouetteur, né à Tourcoing et y demeurant, rue d'Orléans; marié et père de deux enfants.

Charles-Louis Guillemet, 40 ans, né à Roubaix, le 2 novembre 1862, chauffeur; demeurant rue Basse-Masure, à Roubaix; marié.

Henri Parmentier, 27 ans, né à Paschendaele (Belgique), demeurant rue de Menin, 158; séparé de sa femme qui habite Bruges.

Les blessés dont l'état inquiète moins ceux qui se trouvent dans un état très inquiétant, sont :

Jules Debacte, débourreur, 42 ans, demeurant rue de Beckerk à La Marlière; brûlures générales.

Jules Debeule, conducteur de machines, demeurant à Croix; brûlures générales.

J.-B. Mommerain, tisseur, demeurant rue Serpenoise, à Tourcoing; brûlures générales.

Les autres blessés sont :

J.-B. Debbock, magasinier, demeurant au Sapin Vert, brûlures sur diverses parties du corps.

Henri Bulcke, 45 ans, homme de peine, rue des Trois Pierres, 200, à Tourcoing, brûlure à la main droite.

Eugène Peyck, 30 ans, homme de peine, 165, rue de la Distillerie, blessé à la main et au genou;

Jean Vandewalle, 30 ans, tisserand, rue des Longues-Haies, à Roubaix, veuf avec quatre enfants, blessé à la tête et au dos;

Jean-Baptiste Coulon, 45 ans, chargeur de laveuses, rue des Sept-Bras, 42, à Tourcoing, entorse du pied droit;

Senez Louis, 30 ans, batteur, rue Sainte-Elisabeth, à Roubaix, blessé au bras et au pied;

Jules Lagrée, débourreur, rue des Trois-Pierres, 201, blessé à la tête.

Alfred Lemaire, 35 ans, brouetteur, rue Sainte-Elisabeth, 22, à Roubaix, lésions internes;

Henri Supire, 27 ans, débourreur, rue de Neuville, 15, à Tourcoing, jambe et au dos;

Joseph Dupon, 22 ans, débourreur, rue des Girondins, 5, à Tourcoing;

Henri Coulon, 27 ans, homme de peine, rue de la Bienfaisance, 15, à Tourcoing;

Henri Duflos, 40 ans, chef d'équipe, rue Gambetta, à Wasquehal.

Il faut encore ajouter Mme Forest-Lamouette, blessée à la tête et demeurant boulevard Gambetta.

Et l'agent Wattel, blessé à la main pendant le sauvetage.

L'émotion en ville

Des on elle fut comme en ville, la catastrophe y a jeté la consternation.

Les patrons de l'usine, qui n'étaient pas tous sur les lieux, accoururent immédiatement et leurs femmes également. Ils se précipitèrent de leur côté. Plusieurs d'entre eux se pouvaient retrouver leurs enfants. Les familles des ouvriers de l'usine venaient aussi. Des scènes douloureuses se passèrent dans les petits bureaux où étaient les blessés.

En ville, dans les cafés, dans les tramways, partout, on ne parlait que de cet événement qui afflige si profondément toute la population ouvrière.

Les causes du sinistre

On ne s'explique pas encore comment a pu se produire la catastrophe. Les patrons, que nous avons vus, nous ont déclaré que la chaudière qui a sauté a été installée il y a une quinzaine d'années. Il y a sept semaines à peine qu'elle avait encore été vérifiée par l'ingénieur de l'Association des Propriétaires d'appareils à vapeur.

Rien ne pouvait donc faire prévoir ce qui est arrivé. On croit qu'un éboulement a dû se produire et tendis que le générateur s'affaissait, il a explosé. La bâche qui se trouvait au dessus a certainement empêché par son poids que les débris de l'explosion ne fussent projetés encore plus loin.

Le chômage

Par suite de cette explosion, les ouvriers du peignage seront au moins 15 jours à chômer. Les patrons s'emploieront activement pour écourter le plus possible cette période de chômage.

Le dévouement des pompiers

Nous ne voulons pas terminer le récit de ce lamentable événement, sans signaler le dévouement remarquable de notre corps de sapeurs pompiers qui s'est conduit d'une façon admirable et a opéré le sauvetage au milieu de toutes sortes de difficultés, avec une rapidité extraordinaire.

A l'Hôpital

Dans la soirée, M. Dron, maire de Tourcoing, s'est rendu à l'hôpital pour visiter les blessés.

A l'hôpital, nous l'avons dit, ont été transportés les trois cadavres et les blessés suivants : Debeule, Debacre, Hommerain, Lecomte, Dumortier, Vandewalle.

A minuit, nous avons pris des nouvelles de ces blessés. Aucun changement n'était survenu dans leur situation.

Plusieurs d'entre eux ont appelé le prêtre. Un vicaire de Notre-Dame s'est rendu à l'hôpital et a confirmé ce que déjà MM. les abbés Malaquin, curé du Sacré-Cœur, Caillau, vicaire, et M. l'abbé Delattre avaient déjà commencé sur le lieu même du sinistre.

Les constatations officielles

Les autorités ont prévenu le Parquet de la catastrophe. Dans la journée de samedi, les magistrats de Lille sont à Tourcoing pour commencer l'enquête officielle.

La Réunion du Conseil Municipal

LE CONSEIL LÈVE LA SÉANCE EN SIGNE DE DEUIL

Le Conseil municipal était convoqué pour 8 heures 1/2. Un nombreux public avait pris place dans la salle, pour assister aux délibérations. Vers 9 heures 1/4, les conseillers viennent occuper leurs sièges et quelques instants après M. Léon Salembier, adjoint, fait procéder à l'appel, en attendant M. Dron, maire, qui ne tarde pas à arriver. Il revient de l'Hôpital, où il est allé visiter les victimes de la terrible catastrophe qui a jeté la consternation dans la ville. « C'est sous le poids d'une profonde émotion, dit-il, que je reviens de l'Hôpital où j'ai passé une heure et demie auprès des victimes de l'affreux événement qui vient de semer la tristesse dans la population.

En cette douloureuse circonstance, le devoir des représentants de la ville est de vous proposer de lever la séance en signe de deuil pour donner un témoignage de sympathie aux victimes et d'intérêt à leurs familles.

Des marques d'assentiment unanime accueillent cette proposition.

A un conseiller qui demande que la ville prenne à sa charge les funérailles des victimes, M. le maire répond que l'administration en délibérera le lendemain.

M. Dron lève alors la séance et demande aux conseillers de rester bien s'entendre sur l'indemnisation pour l'examen de questions urgentes : celle des secours de famille qui doit être résolue avant le conseil de révision, et celle de l'assistance aux vieillards, pour laquelle il propose d'accepter les décisions de la commission d'assistance, afin de ne pas priver les ayants-droit de secours.

L'assemblée se sépare ensuite, très visiblement impressionnée.

Les Catastrophes précédentes

L'EXPLOSION DU 22 JUIN 1895, RUE DE LA BELLE-VUE. — VINGT VICTIMES

Ce n'est malheureusement pas la première fois, comme nous l'avons dit au débat, qu'il se produit à Tourcoing des catastrophes de ce genre.

Pour ne rappeler que celles qui sont survenues depuis une trentaine d'années, la plus ancienne et la plus terrible est celle qui survint rue de la Belle-Vue, le lundi 22 juin 1895. Le générateur de l'établissement Honoré-Decoutère avait fait explosion ; sous la violence de l'accident, une grande partie de la teinturerie contiguë, appartenant à MM. Thoen et Vanneveren frères s'était effondrée. Un grand nombre des 130 ouvriers des deux usines se trouvaient ensevelis sous les décombres.

Cette catastrophe coûta la vie à vingt personnes, l'un des patrons, M. Prosper Honoré-Decoutère et dix-neuf contremaîtres ou ouvriers, demeurant à Tourcoing, Mouscron, Roubaix et les environs. Il y eut en outre cinquante blessés.

Les funérailles eurent lieu le jeudi suivant en l'église Notre-Dame. Elles donnèrent lieu à une cérémonie d'un caractère profondément impressionnant. L'affluence était énorme. Les dix-neuf cercueils (l'un des blessés succomba quelques jours plus tard) étaient exposés dans une chapelle ardente de l'Hôtel-Dieu. Les bières de M. Honoré et d'un contremaître furent portées; les autres furent portées sur trois chars. L'inhumation eut lieu au cimetière de la rue Fin-de-la-Guerre, dans une fosse de douze mètres de long, trois mètres de large et 1 mètre 20 de profondeur, divisée en dix-neuf compartiments. On réunissait au champ du repos ceux qui avaient trouvé la mort ensemble en accomplissant leur humble devoir.

L'EXPLOSION DES 7-8 MAI 1903, RUE DE GUISNES DEUX VICTIMES

Dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 mai 1903, une catastrophe, causée aussi par l'explosion d'un générateur, se produisait au peignage de laines de MM. Malard et Cie, rue de Guines. Elle coûtait la vie à deux ouvriers, dont l'un, Henri Moreau, n'était employé dans l'usine que depuis quatre jours. Les deux malheureuses victimes succombèrent après une journée de souffrances. Les funérailles eurent lieu au milieu d'une grande affluence; les deux corps furent inhumés au pied du monument élevé aux victimes du travail, au cimetière du Pont-de-Neuville.

L'EXPLOSION DU 16 OCTOBRE 1903, RUE DE PARIS. — UNE VICTIME

C'est encore l'explosion d'un générateur qui, survenant dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 octobre 1903, à l'usine de MM. Tiberghien frères, rue de Paris, causa la mort d'un ouvrier. Le cadavre de celui-ci, le veilleur de nuit, fut retrouvé sous les décombres, carbonisé et horriblement disloqué.

L'EXPLOSION DU 25 MAI 1910, RUE DE GUISNES QUATRE BLESSÉS

Enfin, le dernier accident qui se soit produit avant celui que nous relatons aujourd'hui, fut causé par l'explosion d'une chaudière, au peignage de MM. Albert Malard et Cie, rue de Guisnes. Heureusement, ses conséquences furent moins graves que celles des précédentes catastrophes. Quatre ouvriers furent blessés mais leur vie ne fut pas mise en danger.

MORT DE M. GOUNOUILHOU

Directeur de la "Gironde"

Paris, 1er mars. — Nous apprenons la mort, survenue aujourd'hui à Nice, où il résidait pendant l'hiver, de M. Gustave-Elie Gounouilhou, directeur de la « Gironde » et de la « Petite Gironde ». Issu d'une vieille famille protestante, il était né à Bergerac, en 1821.

Il débuta comme ouvrier typographe, puis acheta à Bordeau, en 1850, une très modeste imprimerie, qu'il développa considérablement.

Avec la collaboration de son beau-frère André Lavertujon, plus tard membre du gouvernement de la Défense nationale, M. Gustave Gounouilhou groupa autour de la « Gironde » les républicains de Bordeaux et de la région du sud-ouest. Le 7 avril 1872, il créait un nouvel organe : la « Petite Gironde », qui bientôt dépassait son aînée.

M. Gustave Gounouilhou était officier de la Légion d'honneur.

On a perdu la trace des Bandits en Automobile

UNE BANDE NOMBREUSE ET DISCIPLINÉE

Paris, 1er mars. — Il nous paraît douteux qu'on ait affaire actuellement à une bande nombreuse, disciplinée qui étend le rideau de ses opérations sur toute la France et qui possède, à côté d'un organisme central, tout une armée d'indicateurs.

L'ETAT-MAJOR

On a la conviction morale que tous les crimes commis en automobile sont l'œuvre de la même bande.

Celle-ci ne comprendrait que les « cinq opérateurs » de la rue Ordener. Formellement reconnus par les témoins de ce drame, Dieudonné et de Boué sont identifiés. Les trois opérateurs restant en liberté seraient ceux ayant opéré place du Havre et à Pontoise.

Quels sont-ils ? Les déclarations des témoins ont identifié dans les deux affaires Bonnot, le chauffeur de la bande, Garnier, reconnu de même sur sa photographie, serait le spécialiste du browning qui tira le premier sur le garçon de banque Caby et qui (mais moins sûrement) aurait tué l'agent Garnier.

LES INDICATEURS

La bande comprendrait en plus de ses opérateurs des indicateurs de coups à faire, des complices pour les vols d'automobiles. Carrouy-Leblanc, dans l'affaire de la rue Ordener, aurait ainsi seulement coopéré au vol probable de l'automobile.

OU LA PISTE SE PERD

La piste des trois bandits de la place du Havre est perdue depuis leur abandon de l'automobile de M. Buisson à Saint-Ouen. Elle n'a pu être retrouvée, bien qu'on croie les trois anarchistes cachés à Montmartre.

LES RECHERCHES

Trois points paraissent à cette heure nettement établis : 1° Dieudonné, et de Deboe appartiendraient à la même association de malfaiteurs qui assassinat Garnier; 2° Dieudonné aurait pris part à l'affaire de la rue Ordener. Dieudonné et Deboe ont été mis en présence de M. Peemans, employé de la Société Générale, lequel accompagnait M. Caby à l'instant où celui-ci fut attaqué rue Ordener. M. Peemans fut formel, il ne reconnut point Deboe, il reconnut formellement Dieudonné : Oui s'écria-t-il, c'est bien là l'homme qui tira sur mon compagnon Caby, je l'eus reconnu entre mille.

A la Sûreté, on croit toujours que les bandits se sont réfugiés à Paris et probablement même à Montmartre ; c'est de ce côté que la police dirige ses recherches. Cependant, des inspecteurs de la Sûreté surveillent également la banlieue Nord, où les bandits ont des complices.

UNE NOUVELLE INTERPELLATION

Paris, 1er mars. — M. Cornudet, député de Pontoise, a déposé une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour prévenir le retour d'attentat comme celui de Pontoise.

Nous avons déjà annoncé une interpellation de M. Perrissoud sur la sécurité à Paris, et dans la banlieue.

LES OBSÈQUES DE L'AGENT GARNIER

Paris, 1er mars. — Le ministre de la Guerre se fera représenter demain, aux obsèques du gardien de la paix Garnier, par le capitaine Givierre de son état-major particulier.

AU MAROC

ENCORE UN INCIDENT FRANCO-ESPAGNOL

Tanger, 1er mars. — Un incident survenu aujourd'hui a permis de constater que, malgré les prescriptions du « modus vivendi », l'Espagne continue à enrôler les déserteurs de la police franco-marocaine.

Un individu qui avait quitté le Tabor français, a été arrêté au marché. Il était revêtu de l'uniforme de sous-officier espagnol du Tabord de Ceuta.

Malgré ses protestations, il a été incarcéré dans la prison du poste de police franco-marocain.

LA GUERRE ITALO-TURQUE

LA QUESTION DE LA PAIX

Paris, 1er mars. — Il est désormais acquis que les deux belligérants, l'Italie surtout, soupirent après la paix. Un fait nouveau vient le confirmer.

Une dépêche de Londres annonce, en effet, que, suivant des informations de source sûre, dix jours avant le bombardement de Beyrouth, l'Italie s'adressa à la Russie, en vue d'obtenir la médiation des Puissances. Le bombardement n'aurait été effectué que pour forcer la main à ces derniers.

Le banditisme à Nevers

Nevers, 1er mars. — Des bandits se sont introduits, grâce à un subterfuge, dans la ferme des époux Durcuil. Ils ont dévalisé la maison, et enfermé Mme Durcuil et ses enfants dans une chambre, après les avoir menacés, et, avant de partir, ont mis le feu au premier étage.

M. ROOSEVELT & LE PANAMA

LES ACCUSATIONS CONTRE L'ANCIEN PRÉSIDENT

Washington, 1er mars. — Au Sénat, le représentant de Nebraska ayant affirmé que M. Roosevelt avait participé à un complot pour fomenter la Révolution qui fit perdre Panama à la Colombie, l'assemblée a réclamé la communication de toute la correspondance échangée avec la Colombie, à l'occasion de l'acquisition de la zône du canal de Panama.

LA GUERRE HALO-TURQUE

LA QUESTION DE LA PAIX

Paris, 1er mars. — Dans les milieux qui touchent au quai d'Orsay, on confirme que l'accord est fait entre la triple entente et l'Allemagne et l'Autriche pour l'intervention des cinq grandes Puissances à Rome et Constantinople. Cette intervention s'exercerait simultanément dans les deux capitales.

Il ne s'agit pas d'une offre de médiation, mais bien plutôt d'un sondage préparatoire. Les cinq chancelleries demanderont à l'Italie et à la Turquie à quelles conditions elles consentiraient à discuter de la paix.

On ne croit pas qu'il faille s'abandonner complètement à l'optimisme car ces derniers jours un contraste très réel s'est accusé entre les prétentions italiennes et les réserves de la Porte. Mais la démarche officielle qui va être tentée pour la première fois est de nature, pense-t-on, à impressionner les belligérants.

Néanmoins, le *Temps* croit savoir que cette information est prématurée et que les puissances en sont encore à discuter la forme d'une action collective.

L'OPINION EN TURQUIE

Constantinople, 1er mars. — Le *Tanine* déclare que la Turquie repoussera toute proposition de médiation et refusera de conclure la paix tant que les Italiens resteront en Tripolitaine.

Le *Jeune Turc* dit que l'abandon de la Tripolitaine causerait en Turquie une révolution générale, la guerre civile et les complications les plus graves.

A TRIPOLI UN ÉCHEC DES ITALIENS

Berlin, 1er mars. — On mande de Constantinople à la *Gazette de Voss* :

Enver-Bey annonce que les Turcs et les Arabes ont détruit les fortifications de Giuliana, élevées par les Italiens, à une demi-heure de Benghazi, et ont tué 200 Italiens.

LES MORTS DE LA "LIBERTÉ"

Toulon, 1er mars. — Les familles des défunts, dont les cadavres viennent d'être retrouvés sur l'épave de la « Liberté », en ayant exprimé le désir au ministre de la marine, le corps du gabier Perhirin, dont les parents habitent Ploudalmézeau, et celui d'un fusilier breton, Hélias, dont les parents sont à Noyon (Finistère), seront dirigés, demain, vers ces deux pays. Les autres cadavres, que l'on a retrouvés avec ceux-là sur l'épave de la « Liberté » et qui n'ont pu être identifiés, seront inhumés au cimetière de Saint-Mandrier.

LA RÉVOLUTION CHINOISE

UN ULTIMATUM DE LA CHINE A LA HOLLANDE

Londres, 1er mars. — On télégraphie de Pékin au « Daily Telegreph » :

« Les journaux publient des dépêches de Nankin annonçant qu'un ultimatum va être envoyé à la Haye au sujet des attaques brutales de la police hollandaise de Surabay, qui a tiré sur des Chinois en en blessant un grand nombre.

» Si dans le délai d'une semaine le gouvernement chinois ne reçoit pas de réponse satisfaisante, le commerce hollandais sera boycotté. »

Un télégramme de La Haye dit qu'on n'a aucune nouvelle ici de cette depêche. D'autre part, à Batavia, tous les Chinois ont été renvoyés en liberté.

LA RÉVOLTE DE PÉKIN

Pékin, 1er mars. — C'est dans la ville tartare, à 500 mètres seulement de la légation d'Italie, qu'éclata la fusillade d'hier soir.

Dès que l'émeute se manifesta, le ministre d'Italie, le comte Sforza, envoya des détachements de matelots chercher les Italiens résidant à Pékin et les amener à la légation où ils sont encore actuellement.

Les matelots traversant une large partie de la ville où l'incendie était le plus intense, sauvèrent un vieux prêtre italien, quelques religieuses françaises, plusieurs missionnaires anglais et trois journalistes français.

LE PILLAGE

Les pillages ont continué dans les faubourgs. Dix pillards ont été capturés et exécutés.

Les pertes matérielles sont évaluées à 75 millions.

INFORMATIONS

Un ancien conseiller général du Lot-et-Garonne condamné pour escroquerie

Paris, 1er mars. — Les débats de l'affaire de la bande noire, Vacquié et Cie, se sont terminés aujourd'hui. Le tribunal correctionnel a déclaré établie la prévention d'escroquerie et il a condamné les inculpés, savoir : Jean-Martial-Aymard Vacquié, ancien magistrat et ancien conseiller général du Lot-et-Garonne, à dix-huit mois de prison ; son frère, Gaston Vacquié, à deux ans ; Jean Bussière, à un an, et Thérèse-Eugénie Gourgue, amie de Gaston Vacquié, à six mois.

L'affaire des réticules

Paris, 1er mars. — Le journaliste soupçonné d'avoir volé les réticules de Mmes Edward, Godegska, Granier et Rachel Boyer, a pleinement prouvé son innocence.

Une entrevue de souverains

Vienne, 1er mars. — L'empereur Guillaume se rencontrera à Vienne avec l'empereur François-Joseph, le 20 mars. Le lendemain, il se rencontrera avec l'archiduc François-Ferdinand.

Un nouvel uniforme pour les matelots

Paris, 1er mars. — Il y a dix-huit mois à peu près, l'amiral Boué de Lapeyrère, alors ministre de la marine, avait fait modifier la tenue des matelots. Le blanc en a à peu près disparu, bien qu'on a pu dire qu'on avait endeuillé les marins.

L'amiral de Lapeyrère lui-même propose aujourd'hui d'éclaircir cette tenue trop sombre. Un modèle de béret, qui porte le nom de « Paris » inscrit sur le ruban, a été soumis au ministre. Ce béret est gros bleu avec lisières rouges et conserve, bien entendu, la houppe rouge.

Des conventions secrètes lieraient-elles la Suisse et l'Allemagne ?

Le « Journal de Genève » proteste contre cette assertion

Genève, 1er mars. — La presse suisse reproduit l'information suivante, parue dans le « Journal d'Alsace-Lorraine » :

« On s'est déjà préoccupé de savoir si vraiment la Suisse ne serait pas liée à l'Allemagne par de mystérieuses conventions secrètes dont on a cru surprendre quelques indices inquiétants.

» Ainsi, à la quatrième inspection d'armée, certaines combinaisons militaires allemandes en Suisse laissent supposer une entente au moins passive avec ce pays. Certains dessous de l'affaire concernant le rachat de la gare française du P.-L.-M. à Genève laissent également entrevoir des intrigues allemandes. L'accueil fait aux désirs du Kaiser d'assister aux manœuvres d'automne de l'armée fédérale a aussi été très remarqué. »

Le « Journal de Genève » proteste contre cette information, disant que la Suisse ne connaît pas de mystérieuses conventions, sa politique étrangère se faisant au grand jour et ayant pour principe essentiel le maintien de la neutralité la plus stricte.

Un Vapeur espagnol capturé par une canonnière française

Un incident grossi

Bayonne, 1er mars. — Certains journaux, ont publié dernièrement des narrations manifestement dramatisées d'un incident qui s'est produit au large de Saint-Jean-de-Luz, entre la canonnière *Qui-Vive!* et un vapeur espagnol, qui pêchait dans les eaux françaises.

On parlait de coups de canon tirés à boulet. L'émotion fut considérable à Guipuzcoa et les journaux espagnols, prenant parti la presse française, l'accusent de vouloir créer un dissentiment entre les deux pays. Ils cherchent à rejeter la responsabilité sur le commandant du *Qui-Vive!* qui aurait agi avec légèreté pour un délit non établi, mais rendent hommage aux autorités et à la population, dont l'attitude, disent-ils, fut très courtoise.

Renseignements pris à la source et contrôlés, on ne peut incriminer le commandant de la canonnière. Le vapeur espagnol était réellement en train de pêcher. Le *Qui-Vive!* lui fit les sommations réglementaires, puis l'emmena à Saint-Jean-de-Luz, où le rapport lui adressé et transmis aux autorités françaises.

Il est faux qu'un coup de canon ait été tiré à boulet ; il s'agit donc d'un incident tout simple de la police des côtes.

Dernière Heure

DE NOS CORRESPONDANTS PARTICULIERS & PAR FIL SPÉCIAL

La Crise Minière en Angleterre

LA REPERCUSSION

Londres, 1er mars. — La paralysie gagne toutes les branches du commerce et de l'industrie. Les hauts fourneaux de Middlesborough ont été éteints aujourd'hui, ce qui entraînera la fermeture des aciéries. 3.000 ouvriers des forges de Parkead et de Glascow sont mis à pied; 2.000 autres ouvriers le seront lundi, et les forges fermeront leurs portes.

Les usines de locomotion du North British mettront à pied, lundi, 7.000 ouvriers et fermeront également.

En Ecosse, plus de cent mille ouvriers chôment, par suite de l'extinction des hauts fourneaux.

LA DURÉE DE LA GRÈVE

Newport, 1er mars. — M. Thomas, président de la Fédération des Patrons du sud du pays de Galles, estime que la grève de ce bassin houiller durera de 15 jours à trois semaines.

Le Rapprochement Anglo-Allemand

LA VISITE DE LORD HALDANE A BERLIN

Berlin, 1er mars. — On annonce que M. De Kinderlin-Wachter s'est entretenu récemment avec des hommes politiques berlinois de la visite de Lord Haldane, à Berlin.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères leur aurait conseillé de soutenir une politique de rapprochement avec l'Angleterre.

Le Congrès Diocésain de Paris

LA SEANCE DE CLOTURE

Paris, 1er mars. — Ce soir, a eu lieu, avenue Wagram, sous la présidence du cardinal Amette, archevêque de Paris, la séance de clôture du 8e congrès diocésain. Sur l'estrade on remarquait un certain nombre de parlementaires.

M. l'abbé Tellier de Poncheville et M. Toussaint, avocat, à la Cour de Paris, ont prononcé des discours. Puis, le Cardinal, après avoir remercié les orateurs et les assistants, a recommandé l'union des chrétiens, pour vaincre les adversaires de l'Eglise.

La France chrétienne, a-t-il dit, en terminant, ne veut plus être molestée. Elle a été usée longtemps entre les mains des Francs-maçons ; elle entend aujourd'hui, faire respecter et sa foi et ses droits.

LA QUESTION MAROCAINE

Les Négociations Franco-Espagnoles

Madrid, 1er mars. — Les délégués techniques français de la commission franco-espagnole chargés de l'examen des questions financières marocaines, sont arrivés.

LES BANDITS EN AUTO

L'ENQUÊTE A ALAIS

Alais, 1er mars. — Des inspecteurs de la Sûreté de Paris, accompagnés d'agents des brigades mobiles, sont arrivés à Alais. Ils viennent prêter leur concours au parquet en vue d'enquêter sur les projets d'attentat que les auteurs du crime de la place du Havre, à Paris, auraient eu, on le sait, l'intention de mettre à exécution dans notre bassin houiller, et, supposé-t-on, avec des indicateurs dans la région du Gard.

LES ARRESTATIONS

Paris, 1er mars. — On ne serait plus aussi certain, ce soir, que Deboe ait tremé dans l'affaire de la rue Ordener. Il n'est retenu pour l'instant, que sous l'inculpation de port d'arme prohibée.

Seul Dieudonné demeure inculpé de complicité dans l'attentat contre le garçon de recettes Caby. Il prétend bien avoir travaillé en banlieue le jour où se produisit l'agression, mais son alibi n'a pu encore être établi.

En ce qui concerne les deux femmes, l'une a bénéficié d'une ordonnance de mise en liberté provisoire.

M. Gilbet, juge d'instruction, garde à sa disposition, la femme Bouchet, sur laquelle on a trouvé un coupon d'étoffe volé dans un grand magasin. Aujourd'hui, le juge a entendu un seul témoin.

La Conquête de l'Air

RECORD BATTU

Pau, 1er mars. — Védrines a battu ses propres records, en faisant, en un quart d'heure, 40 kil. 374 m. 50; en une demi-heure, 80 kil. 314 m. 50; en une heure, 164 kil. 431, au lieu de 159 kil. 303; en une heure 1 m. 55 s. Védrines a couvert exactement 170 kilomètres.

L'Aviation militaire

LES CREDITS ET LES SOUSCRIPTIONS SE MULTIPLIENT

Paris, 1er mars. — Le Conseil municipal de Paris, après avoir développé une proposition invitant toutes les communes de France à se joindre au Conseil municipal de Paris, pour former une grande escadre aérienne, a voté une subvention immédiate de 50.000 frs.

Avignon, 1er mars. — Le Conseil municipal a voté un crédit de 1500 francs, pour l'aviation militaire et M. Denis Soulier a ajouté à cette somme une souscription personnelle d'une somme de 10.000 francs.

Barcelone, 1er mars. — La colonie française s'associant au mouvement patriotique qui a eu lieu en France, a ouvert une souscription pour offrir un aéroplane à l'armée.

A LILLE

Les anciens du génie ont pris l'initiative d'offrir à la garnison de Lille, un aéroplane, portant le nom du général Faidherbe.

L'idée rencontre à Lille et dans la région le plus grand enthousiasme. Les souscriptions arrivent nombreuses.

Collision entre un paquebot et un vapeur près de Douvres

GRAVES AVARIES

Londres, 1er mars. — C'est vers deux heures, à moins de six milles de Douvres, et par un temps admirablement clair, que le vapeur « Le Nord », fut abordé par le vapeur « Lockwood ».

Le bossoir de tribord reçut de telles avaries qu'il fallut demander du secours. Deux remorqueurs ramènent « Le Nord » à Douvres. Ses 286 passagers n'ont eu aucun mal ; ils en ont été quittes pour une heure de retard.

Le « Lockwood » quoique moins sérieusement endommagé, devra cependant être réparé avant de repartir. Il avait fait au-dessus de flottaison du « Nord » une échancrure de deux mètres de profondeur.

LA GUERRE ITALO-TURQUE

LA QUESTION DE LA PAIX

Paris, 1er mars. — Il est désormais acquis que les deux belligérants, l'Italie surtout, soupirent après la paix. Un fait nouveau vient le confirmer.

Une dépêche de Londres annonce, en effet, que, suivant des informations de source sûre, dix jours avant le bombardement de Beyrouth, l'Italie s'adressa à la Russie, en vue d'obtenir la médiation des Puissances. Le bombardement n'aurait été effectué que pour forcer la main à ces derniers.

Le banditisme à Nevers

Nevers, 1er mars. — Des bandits se sont introduits, grâce à un subterfuge, dans la ferme des époux Durcuil. Ils ont dévalisé la maison, et enfermé Mme Durcuil et ses enfants dans une chambre, après les avoir menacés, et, avant de partir, ont mis le feu au premier étage.

M. ROOSEVELT & LE PANAMA

LES ACCUSATIONS CONTRE L'ANCIEN PRÉSIDENT

Washington, 1er mars. — Au Sénat, le représentant de Nebraska ayant affirmé que M. Roosevelt avait participé à un complot pour fomenter la Révolution qui fit perdre Panama à la Colombie, l'assemblée a réclamé la communication de toute la correspondance échangée avec la Colombie, à l'occasion de l'acquisition de la zône du canal de Panama.

LA RÉVOLUTION CHINOISE

LES TROUBLES DE PÉKIN

Pékin, 1er mars. — Les dégâts faits dans la ville tartare ne sont pas aussi considérables qu'on l'avait supposé tout d'abord. Les étrangers en général n'ont pas souffert.

Deux régiments chinois seulement ont trempé dans les troubles. Des mesures de précautions ont été prises pour éviter le retour de pareils incidents.

UN VIOLENT INCIDENT au Conseil de Guerre de Rouen

Rouen, 1er mars. — Le cavalier Baudoin, du 6e dragons, comparaissait cet après-midi devant le Conseil de guerre du 3e corps, pour voies de fait envers son brigadier.

Sur l'interrogatoire du président, le cavalier exprima le regret de n'avoir pu blesser plus grièvement son brigadier.

Le président demanda alors s'il avait quelque chose à ajouter. L'accusé se leva brusquement, frappa le brigadier au visage, et s'écria : « Voilà ce que j'ai à ajouter. »

Baudoin a été condamné à dix ans de travaux publics.

Manifestation de suffragettes à Londres

LES DÉSORDRES. — COUP DE REVOLVER

Londres, 1er mars. — Cet après-midi, les suffragettes se sont livrées à la plus bruyante démonstration qu'elles aient jamais faite.

Dans les riches quartiers de l'Ouest, elles ont brisé les vitres des magasins et pénétré dans Downing Street, où elles ont cassé les carreaux de la résidence de M. Asquith. Une femme a tiré un coup de revolver contre les glaces du Ministère des Colonies. Une soixantaine d'arrestations ont été opérées.

Les obsèques du grand-duc de Luxembourg

Luxembourg, 1er mars. — La dépouille mortelle du Grand Duc a été conduite aujourd'hui du château de Berg à Luxembourg. Le cortège funèbre a quitté le château à une heure et demie. Le Grand Duc de Bade conduisait le deuil. Il était suivi par les personnages de la Cour, le corps diplomatique, la Chambre des députés, le Conseil d'Etat, les différents corps constitués, les fonctionnaires de toutes les administrations, etc.

LES JOURNAUX DE PARIS de samedi matin

Paris, samedi, 2 mars.

LES TRAITÉS SECRETS

De la **Petite République** :

« On chercherait vainement à passionner les débats sur d'aussi vieilles histoires que les traités secrets. Elles ne peuvent plus servir que comme un enseignement, tout de même précieux, à savoir qu'il faut être particulièrement prudent en matière de politique extérieure, et que c'est un terrain dangereux, sur lequel on ne doit jamais porter les querelles intestines. »

De la **Libre Parole** :

« L'action développée par M. Pion, sur la nécessité de reviser la loi constitutionnelle du 6 juillet 1875, en ce qui concerne la signature des traités, a recueilli 148 voix sur 518 votants. C'est peu et c'est beaucoup; peu, si l'on ne considère que ce résultat immédiat ; beaucoup, si l'on pense à l'horreur du plus grand nombre des députés pour tout ce qui s'appelle revision de la Constitution. Mais le mot de revision a été prononcé... »

LA REVISION

De la **République Française** :

« Après la discussion de la réforme électorale, un projet de revision très scrupuleusement élaboré par nos amis sera déposé sur le bureau de la Chambre.

« Rien dans l'attitude de M. Poincaré n'a pu indiquer qu'il s'opposerait, au nom du gouvernement, à la discussion de ce grand projet. Quoi qu'il en soit, la question est déjà portée devant l'opinion et devant la Chambre. Dans quelques jours, on connaîtra à quelles conditions la République peut vivre dans l'avenir et on fera le compte des vrais républicains. »

ON LE VOIT !

De l'**Autorité** :

« Le pays en a assez. On le sent. On le voit à mille symptômes. Le réveil national est aussi apparent que celui de la nature au printemps. L'échec de la réforme électorale serait admirablement nos affaires. Il marquerait la phase définitive de la faillite du régime et sa réussite ne peut être que le prélude de la réforme. De sorte que d'une façon ou d'une autre, le temps de la libération approche. »

L'EGALITE

De l'**Humanité** :

« Le suffrage universel est déjà une masse assez lourde à remuer. Les élites révolutionnaires s'impatientent assez de son épaisseur, de sa lenteur, de sa régime : de sa routine compacte, sans que les constitutions aggravent encore, par l'artifice de leur mécanisme, la terrible et naturelle pesanteur des hommes et des choses. C'est cela que notre parti a dit hier, c'est ce qu'il répète avec une insistance croissante et nous verrons si le radicalisme sait ce qu'il dit quand il se prétend le parti de la légalité. S'il donne un sens à ce mot, qu'il ne le rende pas stérile. »

LA REFORME ELECTORALE

De la **Lanterne** :

« M. Poincaré a pu constater que ce sont les mêmes minorités de droite et d'extrême gauche, acharnées à faire la proportionnelle, qui se retrouvent pour tenter de mettre en échec nos institutions. Certes, nous voulons la réforme électorale, mais nous voulons la faire républicaine, avec le concours de tout le parti républicain, et le débat d'hier démontre l'erreur du gouvernement, de s'appuyer, dans la discussion de la réforme électorale, sur une majorité qui n'est pas celle qu'il a obtenue pour repousser la motion révisionniste des minorités d'opposition. »

Nouvelles Régionales

Echo de l'affaire Sohier

Le parti socialiste Houplinois, a prononcé l'exclusion de M. Lombart, auteur de la plainte contre l'ex-maire d'Houplines. Celui-ci va paraît-il, porter la question devant le Conseil fédéral.

UN TRAMWAY TAMPONNE PAR UN TRAIN DE CEINTURE. — Un car E se dirigeant vers Ronchin, vendredi à 11 heures du soir, a été tamponné par un train de ceinture, au moment où il croisait la ligne. La plateforme du tramway fut réduite en miettes. Il n'y a heureusement pas d'accident de personne à déplorer.

UNE GRAVE AFFAIRE A FIVES. — Le corps d'un nouveau-né du sexe féminin a été trouvé contre la haie d'un jardin appartenant à M. Mire, propriétaire, rue Largillière, à Fives. La police, prévenue, se livra à